

Christian SAUTTER

COUP DE JEUNE EN TUNISIE (ET EN FRANCE ?)

vendredi 21 janvier 2011

Le ciel est gris, mais la jeunesse agit en Tunisie (et aussi en France ?). Avec un courage extraordinaire, nourri d'une exaspération tout aussi immense, la jeunesse tunisienne a expulsé le despote et son clan.

Quand j'avais l'âge des révoltés, j'allais souvent dans ce doux pays où ma mère, médecin expert de l'Organisation Mondiale de la Santé, recensait les habitants de Djebel Hamar et d'un autre bidonville proche de Tunis et proposait un plan d'investissements en eau, dispensaires et assainissement pour que l'hygiène y soit correcte. Mon beau-père était le chirurgien chef de l'hôpital de Sousse et puis de celui de Menzel Bourguiba à Bizerte.

J'admirais les ruines d'un passé glorieux, lorsque la Tunisie était le grenier à blé de l'Empire romain : le théâtre de Dougga, si vaste sur une colline désolée ; l'amphithéâtre d'El Djem, un Colisée dressé en plein bled. Et je me disais que ce pays, auquel Mendès France avait su donner l'indépendance en douceur en 1954, avait son avenir derrière lui.

Et je me suis trompé : la priorité donnée par Bourguiba à l'éducation des garçons et des filles a apporté à ce pays de 10 millions d'habitants un formidable levain de croissance ... et de démocratie. C'est parce que ces nombreux jeunes diplômés et diplômées n'ont pas trouvé d'emplois, qu'ils se sont soulevés, entraînant femmes, avocats et tant d'autres.

Si l'industrie du tourisme est nécessaire pour apporter devises et emplois peu qualifiés, elle ne peut suffire à développer un pays. Pourquoi la Tunisie n'a-t-elle pas développé les industries modernes de l'information (logiciels, centres d'appel, traitement de données) qui font la prospérité de Bangalore en Inde ? On le saura bientôt. Mais le témoignage d'un industriel tunisien, soumis au racket de la famille du Président déchu, indique que les prédateurs ont découragé les entrepreneurs.

Notre responsabilité de citoyens français est grande pour l'avenir de la Tunisie. En politique, soutenons ces nouveaux citoyens dans leurs tâtonnements pour mettre en place une démocratie inédite. Et acceptons, comme le recommande Roger Cohen, l'éditorialiste du New York Times, l'émergence d'un parti islamo-démocrate comme il existe en Europe des partis chrétiens-démocrates. Afin de ne pas jeter le pays dans les bras de militaires, au nom de la lutte contre un terrorisme fantasmagorique.

En économie, allons cet été en vacances en Tunisie, comme le suggérait joyeusement Bernard Guetta ce matin sur France Inter, car l'effondrement de l'économie tunisienne ne pourrait que favoriser les extrémistes, voire le retour du despote. Et donnons à la francophonie un

contenu concret : pourquoi délocaliser en Inde anglophone des activités qui seraient bienvenues en Tunisie ou au Maroc ? Une vraie division du travail est possible entre la France et ses amis de la Méditerranée. Plutôt que de réunir des conférences aussi pompeuses qu'inutiles, aidons les jeunes entrepreneurs de Tunis et de Casablanca à développer et financer leurs projets. L'association « Paris Pionnières », dont j'ai aidé la création il y a cinq ans, est déjà au Maroc. Pourquoi pas en Tunisie dès que la situation politique sera stabilisée ?

En France aussi, la nouvelle génération fait montre d'optimisme. Les jeunes font des enfants et des projets immobiliers, selon une enquête de la Fondation pour l'innovation politique (Les Échos 190111). . Ils sont plus satisfaits de leur situation personnelle que la moyenne européenne, Seuls les Polonais ont davantage le moral (85% de satisfaits, contre 83% en France et 78% en Europe). A 61%, les jeunes Français sont contents de leur travail (quand ils ont un travail).

Par contre, ils sont d'un pessimisme noir sur l'avenir de la France : seuls 17% pensent que leur pays a un avenir prometteur. La France est dans la voiture-balai avec la Grèce qui a des raisons objectives de broyer du noir. Les Indiens (83%) et les Chinois (82%) mènent la danse de l'euphorie collective. Deux explications sont possibles.

La première se lit sur la même page des Échos : « Un électorat peu stratégique pour Nicolas Sarkozy ». En clair, il a gagné en 2007 malgré un vote des jeunes aux deux tiers pour Ségolène Royal. Et en 2012, le « vote jeune », qui compte beaucoup d'abstentions, pèsera moins que le suffrage des seniors. Le pouvoir méprise les jeunes qui le lui rendent bien.

La deuxième explication se trouve dans un livre brillant et agaçant d'un (jeune) économiste talentueux, Philippe Askenazy : « Les décennies aveugles », Seuil, 2011. La thèse en est que les politiques publiques ont avec obstination, droite et gauche confondues, défavorisé l'emploi durable des jeunes depuis quarante ans. Le premier coupable est Raymond Barre, mais tous les Premiers ministres en prennent peu ou prou pour leur grade. Même Lionel Jospin (1997-2002) est accroché, alors que l'auteur mentionne honnêtement que les années 1998, 1999 et 2000 ont été celles du XXe siècle où les créations d'emplois ont été les plus fortes. Car les emplois-jeunes de l'époque étaient précaires et coûteux.

Askenazy veut démontrer l'existence d'une pensée unique, selon laquelle les jeunes ne sont pas embauchés en France parce que le Smic est trop élevé, que leur productivité est faible faute d'expérience, et qu'une erreur d'embauche serait irréversible. De là découlerait une triple action publique : créer un smic-jeunes (ou à défaut alléger les charges sociales), multiplier les stages et autres contrats d'essais, étendre la précarité (des CDD à répétition plutôt que des CDI).

Ces politiques auraient eu une double conséquence : le chômage des jeunes n'a pas faibli et les déficits publics se sont creusés. Bref elles ont complètement échoué : CQFD.

La démonstration est faite à coups de serpe. Mais que faut-il faire, Monsieur Askenazy ? La réponse est embrouillée mais, en simplifiant beaucoup, elle est double.

Si sa méfiance est grande à l'égard de toute politique ciblée sur l'emploi, l'auteur a quand même une tendresse pour l'apprentissage à l'allemande, trois fois plus important qu'en France, qui crée un contrat de confiance entre des industries hautement qualifiées et des jeunes promptement intégrés (mais 40% ne sont pas retenus in fine).

La vraie réponse serait une politique de croissance, dont l'emploi n'est qu'une conséquence. Les Etats-Unis se sont engagés les premiers dans les industries de la connaissance. Le Royaume-Uni a mis tout le paquet sur l'industrie financière et l'Allemagne sur les biens d'équipements pour pays émergents. La France, elle, n'a fait aucun choix sectoriel (sauf le lancement récent et timide des pôles de compétitivité). Dans quelles branches pourrait-elle exceller ? Les industries de la culture, de la santé, de l'enseignement supérieur, trois domaines où notre pays pourrait accumuler des excédents commerciaux et des créations d'emplois (pour les jeunes !) Par contre, la « croissance verte » ne plaît pas trop à notre penseur distingué : le bâtiment et le traitement des déchets offrent des métiers jugés pénibles.

Askenazy insiste aussi, à juste titre, sur l'enseignement supérieur et notamment sur les formations intermédiaires (Bac +3). C'est le meilleur investissement d'un pays et la France n'est guère brillante sur ce terrain. Et de même sur la Recherche, faible dans le secteur privé (malgré le Crédit Impôt Recherche) et sevrée de postes dans le secteur public.

Ce livre, rédigé à la hâte et renfermant peu de traitements originaux de données sur l'emploi des jeunes et des autres, fait cependant réfléchir. Tirons-en quatre conclusions personnelles.

1- Si les exonérations de cotisations sociales sont acceptables dans les petites entreprises qui embauchent, elles sont inutiles dans les grandes surfaces et absurdes sur les heures supplémentaires.

2 - La fuite « libérale » dans la précarité et la sous rémunération ne permettra jamais de lutter contre les pays émergents qui seront toujours imbattables sur ces terrains. Il faut donc concentrer les efforts sur les emplois pérennes de haute qualification dans les secteurs exposés à la concurrence internationale (exemple allemand) et sur les emplois tertiaires de qualité dans les entreprises de proximité.

3- La Gauche doit être imaginative et crédible pour convaincre les jeunes de voter en 2012.

4- Enfin, dans la vaste mondialisation où l'Asie nous obsède, nous pouvons monter des jeux économiques gagnant-gagnant avec nos voisins d'outre Méditerranée.

Donnons les couleurs de l'espérance à la coopération économique franco-tunisienne !

Christian Sautter